

Intervention lors de la Commission Exécutive Fédérale CGT Santé et Action Sociale du 10 novembre 2020 (Cédric Volait) :

La vie des français est bouleversée par l'épidémie. Elle est également bouleversée par les restrictions sur leurs droits, sur leurs libertés.

L'une des plus grosses escroquerie de ces 20 dernières années c'est de nous faire croire que nous serions obligés de choisir entre liberté et sécurité. Ce serait ou l'un ou l'autre.

Il suffit d'un Attentat pour que la classe politique veuille jeter à la poubelle, sans réflexion, sans recul, la Déclaration des Droits de l'Homme. Il suffit d'un virus pour qu'advienne une amnésie collective et que des digues solidement bâties tombent les unes après les autres.

Pourtant l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 précise que le but du politique c'est de garantir la liberté et la sécurité, ce n'est pas l'un au détriment de l'autre.

Notre système de droits n'a pas été conçu uniquement pour les temps paisibles. A l'époque l'insécurité était générale. Il n'est pas nouveau que ceux qui nous gouvernent ont un problème avec les libertés et veulent les supprimer. Par contre il est plus étonnant et nouveau que les citoyens y consentent.

Restreindre continuellement les droits, les libertés :

- C'est le signe d'un Etat faible, qui ne remplit plus son rôle.
- Mais c'est également le signe de citoyen qui ne veulent plus être responsables et qui sont prêts à déléguer leur responsabilité. Car les Présidents de la République, les ministres de l'intérieur ne sont que notre miroir grossissant.

Probablement parce les gens sont inquiets mais surtout, me semble-t-il, parce qu'ils pensent moins comme citoyens que comme individu demandant des droits pour lui et des supplices pour les autres, prêt à accepter la suppression de la liberté de tous pour tenter de garantir la sienne. Et j'ai deux exemples récents qui vont dans ce sens :

- une infirmière qui me dit ces derniers jours : "il faut enfermés les résidents dans les EHPAD et leur interdire toute visite comme en début d'année"
- Et un citoyen qui me dit "c'est normal que les infirmières aillent travailler même contaminées avec le Covid, on a besoin d'elles, c'est leur boulot".

Ensuite, plutôt que se doter des moyens nécessaires, décider et organiser, les gouvernants depuis une vingtaine d'année ont préféré céder à la lâcheté, à l'inculture et à la démagogie ! Avec une mention particulière pour le pouvoir en place !

On a une diminution des libertés mais on n'a pas plus de sécurité ! On a au mieux un sentiment de sécurité (mais qui n'est pas une sécurité effective) !

Le devoir d'un Etat garant des libertés est de s'assurer que les citoyens disposent de tous les moyens pour faire prévaloir leurs droits, et non pas comme c'est le cas aujourd'hui d'associer des acteurs privés à la répression (comme sur les réseaux sociaux ou dans un projet de loi en cours). Une telle association ne peut conduire à terme qu'à un horizon chinois !

Le monde d'après se construit sur le pire du monde d'avant !

La crise sanitaire actuelle n'est qu'un accélérateur de ce processus en transformant le citoyen en sujet.

Nous avons un pouvoir qui a pris l'habitude de fonctionner avec l'arbitraire, de manière coercitive et punitive.

Des gens en bonne santé confinés !

Interdiction d'acheter des livres aujourd'hui en France ! C'est pas anodin !

Trier des gens en fonction de leur âge dans certaines régions pour l'accès à une réanimation !

Les résidents d'EHPAD enfermés à clefs dans leur chambre. Même les prisonniers dans les prisons ont des droits de visite et des promenades !

Etre puni pénalement de 135 euros car on n'a pas notre attestation sur nous ou parce qu'on manifeste contre la fermeture des Urgences de l'hôtel Dieu à Paris comme ce fut le cas la semaine dernière !

La pensée critique est également criminalisée, c'est un phénomène nouveau !

Il y a un réel danger : c'est que la population s'habitue à cet arbitraire et à ces mesures liberticides !

Le blanc du drapeau français est en train d'être remplacé par un beau gris préfectoral. Il est important de rappeler que "Sans la liberté, il n'y a pas de société politique, seulement des individus isolés auquel l'Etat a cessé d'appartenir !".

Montaigne disait : "Ce dont il faut avoir le plus peur, c'est la peur".

C'est pourquoi, il y a urgence à :

- Relativiser cette période de crise sanitaire en prenant du recul et en sortant de l'émotion**
- Faire un Etat des lieux de nos Libertés sur les 20 dernières années**
- Que la CGT donne des signaux forts sur le refus de ne rien lâcher sur nos libertés**
- Construire un projet de défense et de reconquête de nos libertés**